



Communiqué du Comité Régional CGT PACA OUVERTURE DES LIGNES FERROVIAIRES À LA CONCURRENCE EN PACA

Une arnaque idéologique, coûteuse et dangereuse pour les usagers, les contribuables, avec des répercussions sociales et territoriales majeures.

Le Conseil Régional a décidé dans une démarche idéologique d'offrir 10% de ses lignes TER au privé sur la Côte d'Azur représentant 34% des recettes.

Ce choix tant sur la forme que sur le fond relève d'une arnaque et s'avère dangereux pour l'avenir comme pour les conditions de déplacement des populations.

Ce qui était hier impossible à financer pour améliorer le service public ferroviaire et la vie des usagers se concrétise aujourd'hui comme un miracle pour soutenir l'arrivée de l'opérateur privé Transdev sur une partie de ligne de la Côte d'Azur.

L'exécutif régional, Renaud Muselier, en tête avant même de connaître les résultats des appels d'offre, avait annoncé son intention d'attribuer au privé une partie de l'exploitation du réseau ferroviaire sur la région. Pourtant, rien n'obligeait le Conseil Régional d'ouvrir ses lignes à la concurrence, au regard des règlements Européens (4^{ème} paquet ferroviaire) car en paraphant avant 2023 la convention avec la SNCF, elle pouvait être renouvelée pour les 10 prochaines années. La complicité de l'état, de la direction de la SNCF comme l'absence d'opposition politique dans l'hémicycle, donne à la majorité régionale et aux élus du Rassemblement National l'occasion de concrétiser leurs orientations libérales en dépit de l'intérêt général.

Cette mascarade n'améliorera en rien la qualité de service rendu, coûtera à terme plus cher aux usagers, détourne l'argent du contribuable vers des intérêts privés, va générer des difficultés importantes sur l'aménagement du territoire sur la région, sabote les notions de service public et d'égalité de traitement, préfigure des répercussions importantes sur l'emploi et les conditions sociales des cheminots.

En quelques mots :

- **Impacts sur les usagers**

- La séparation des lignes ferroviaires par lots pour promouvoir l'arrivée de différents opérateurs privés risque que ces derniers se focalisent sur les parties les plus rentables, sans forcément garantir la complémentarité et la continuité d'un service sur l'ensemble d'une ligne pour les usagers.

- Augmentation des tarifs programmés, comme tout passage d'un opérateur public assurant un service public à un opérateur privé (exemple : augmentation des factures d'électricité, gaz, eau, téléphonie etc).

- **Impacts sur le territoire**

La philosophie de fractionner et de découper le réseau ferroviaire avec de multiples opérateurs risque également de conduire à une desserte de plus en plus dégradée des territoires éloignés des métropoles, les moins rentables. D'ailleurs, la SNCF est la seule à se porter acquéreur du lot Azur dont Nice-Breil, victime des intempéries au printemps dernier.

On privatise les profits et on socialise les pertes.



Communiqué du Comité Régional CGT PACA OUVERTURE DES LIGNES FERROVIAIRES À LA CONCURRENCE EN PACA

Une arnaque idéologique, coûteuse et dangereuse pour les usagers, les contribuables, avec des répercussions sociales et territoriales majeures.

- **Impacts sur les conditions sociales**

Contrairement à une entreprise publique, un privé a pour objectif la recherche d'une rentabilité financière toujours plus importante. Ce qui risque de se traduire par une augmentation de productivité de son personnel avec son lot de suppression d'effectifs ou de services, de dégradation des conditions de travail et des économies sur la formation engendrant des répercussions importantes sur la sécurité des circulations.

- **Impacts sur le contribuable**

Ce que la région s'interdisait de réaliser pour le service public et l'entreprise historique SNCF, devient miraculeusement possible pour l'arrivée de Transdev.

870 millions d'euros de convention sur 10 ans, soit 40 % de la somme globale de l'ancienne convention avec la SNCF pour seulement 10 % du trafic.

Une escroquerie financière !

A cela s'ajoute 270 millions d'aide :

- Achat de matériel roulant (12 rames) ;
- Construction d'un centre de maintenance de proximité ;
- Modernisation et rénovation du système de sécurité pour faciliter le cadencement sur le lot considéré ;
- Rénovation prévue de la voie au sein du contrat de plan ;

Plus une subvention exceptionnelle de 10 millions d'euros versée à Transdev (prime à la signature)

Le coût du kilomètre passera donc de 15,80 € à 20 € pour la collectivité !

La CGT en PACA va prendre toutes les dispositions pour préserver l'intérêt général, le service public ferroviaire, et n'acceptera pas que les cheminots paient la note, contraints de supporter des régressions sociales inacceptables et injustifiées.